



Le Bureau International des Droits Humains - Action Colombie salue les progrès en faveur de la paix et exprime sa profonde préoccupation face aux risques encourus par la société civile colombienne dans cette nouvelle étape de la construction de la paix.

Bruxelles, le 12 décembre 2016

Dans le cadre de la commémoration de la Journée des Droits humains, le Bureau International des Droits Humains - Action Colombie (OIDHACO) et ses membres signataires veulent saluer les progrès en faveur de la paix, féliciter le Président Santos pour avoir été le lauréat du prix Nobel. Nous avons apprécié son intention de le partager avec toutes les victimes du conflit armé, il reconnaît ainsi leur rôle fondamental dans la construction de la paix.

Au cours des quatre dernières années, les équipes de négociateurs du gouvernement colombien et des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée du Peuple (FARC – EP) ont mené à bien

un processus de négociations de paix à La Havane, Cuba. Ils ont pu compter sur la participation de la société civile colombienne et l'accompagnement de représentants du corps diplomatique afin d'arriver à un accord visant à mettre fin au conflit opposant ces deux acteurs depuis plus d'un demi-siècle. Après le résultat du référendum du 2 octobre qui a donné le Non gagnant, nous reconnaissons les efforts des équipes de négociation pour avancer vers la paix et nous célébrons l'adoption du nouvel accord.

De même, ODHACO et ses membres signataires prennent bonne note de l'annonce, en mars 2016, du début de la phase publique des négociations de paix entre le gouvernement colombien et l'Armée de Libération Nationale (ELN), ainsi que de l'annonce en octobre de l'installation de la première table de conversation prévue dans le cadre de ce processus. Nous regrettons qu'à ce jour cette installation n'ait pas eu lieu et nous encourageons les parties à entamer ce processus de manière immédiate. Il s'agit d'un pas fondamental dans la construction d'une paix durable et stable en Colombie.

En dépit de certains progrès au cours de l'année écoulée, ODHACO et ses membres signataires expriment leur profonde préoccupation au sujet de la vague d'assassinats, d'attaques et de menaces qui ont eu lieu pendant les dernières semaines à l'encontre de personnes qui défendent les droits humains, de dirigeants et de dirigeantes sociaux et de membres de mouvements politiques dans le cadre de leur travail en faveur de la paix¹. A l'heure où nous écrivons cette lettre, ODHACO et ses membres signataires ont été informés de l'assassinat de cinq dirigeants sociaux, membres de la Marche Patriotique, et d'attentats contre la vie de nombreux dirigeants et dirigeantes sociaux, d'acteurs politiques locaux ainsi que de personnes qui défendent les droits humains². Plusieurs autres personnes qui défendent les droits humains ont également été menacées de mort en particulier dans la ville de Barrancabermeja dans laquelle a été publiée une menace collective qui nomme au moins six d'entre elles³. Pour l'année 2016 70 assassinats de personnes défendant les droits humains ont été dénoncés ce qui signifie une augmentation par rapport à l'année précédente. 31 d'entre elles ont été assassinées depuis l'entrée en vigueur du cessez le feu bilatéral le 26 août 2016. Il est tout aussi préoccupant de constater que, depuis sa formation en 2012, 128 membres de la Marche patriotique ont été assassinés en raison de leur affiliation politique⁴. Nous craignons donc que se répète une situation similaire au génocide perpétré contre les membres de l'Union patriotique d'autant plus si l'on prend en compte le niveau d'instabilité auquel doit faire face actuellement la Colombie.

Cette vague d'attaques a lieu à un moment particulièrement délicat pour le processus de paix et démontre l'absence de garanties en matière de sécurité et de protection pour que ces personnes puissent mener à bien leur travail légitime en faveur de la paix. Le lien qui unit ces personnes qui ont été prises pour cible de ces attaques et leur implication dans le processus de paix au travers de mouvements ruraux de bases, d'associations paysannes, de projets de restitution de terres et de

¹ GIL, Andrés, "Enemigos de la paz – Basta ya", dans Semana, 22 novembre 2016, disponible sur: <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/no-cesa-el-fuego-contra-lideres-sociales-articulo-667771>.

² Ibid GIL, Andrés.

³ RUBIANO, María Paula, "No cesa el fuego contra líderes sociales", dans El Espectador; 27 novembre 2016, disponible sur: <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/no-cesa-el-fuego-contra-lideres-sociales-articulo-667771>.

⁴ Ibid. RUBIANO, María Paula.

pédagogie de la paix entre autres. Ces personnes, leurs familles et leurs communautés vivent sous une menace réelle et constante d'être l'objectif de futurs attentats, attaques et assassinats.

C'est pourquoi, ODHACO et ses membres signataires estiment qu'il est plus que nécessaire de renforcer le rôle du Bureau du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme en Colombie (OACNUDH) grâce à l'introduction d'une composante de droits humains dans la Mission mise à disposition par les Nations Unies qui s'ajoute au mandat actuel de ce Bureau.

Etant donné la conjoncture de haut risque et d'instabilité, ODHACO et ses membres signataires,

Exhortent l'Etat colombien à:

- Mettre en œuvre de manière urgente le point 3.4 de l'Accord de paix qui vise la création de la Commission Nationale de Garanties de Sécurité afin de démonter les structures paramilitaires qui sont reconnues comme les acteurs responsables de la majorité des attaques⁵ perpétrées contre des personnes qui défendent les droits humains⁶. Si la sécurité de ces personnes n'est pas garantie, une paix complète n'est pas possible;
- Mener des enquêtes concluantes afin d'éclaircir la vérité sur les faits qui ont eu lieu lors de cette vague de violence et juger et sanctionner les responsables en garantissant de cette manière qu'il n'y ait pas d'impunité pour les violences perpétrées contre les personnes qui défendent la paix;
- Garantir l'intégrité physique et psychologique de toutes les personnes qui défendent la paix, indépendamment de leurs alliances politiques et en permettant un processus inclusif et participatif dans cette nouvelle étape de la construction de la paix.

Exhortent les parties signataires des Accords de La Havane de :

- S'accorder le plus rapidement possible sur la sollicitude des Nations Unies de rédiger une seconde résolution qui introduise la composante des Droits humains dans la Mission actuelle, ou une nouvelle, qui devrait vérifier la mise en oeuvre de ces accords.

Exhortent l'Union européenne, ses Etats membres, la Suisse et la Norvège à :

- Prêter une attention particulière à la situation de risque vécue par les personnes qui défendent les droits humains, les dirigeants et les dirigeantes sociaux et les membres de mouvements politiques dans ce moment d'instabilité et à appeler le gouvernement colombien à garantir leur protection.
- Appuyer avec de nouvelles ressources le OACNUDH en Colombie afin qu'il puisse remplir son mandat actuel et les nouvelles tâches qui lui seront assignées ainsi que pour garantir son autonomie et sa continuité indépendamment du mandat de la Mission des Nations Unies.

⁵ Programme Somos Defensores, "¿Este es el fin? Informe janvier-juin 2016. Système d'Information sur les Af-gressions à l'encontre des défenseurs des droits humains en Colombie - SIADDH. . p.56, 2016, disponible sur:

<http://somosdefensores.org/attachments/articulo/140/este-es-el-fin-informe-semestral-2016.pdf>.

⁶ Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme en Colombie, Rapport annuel sur la situation des droits humains en Colombie, (A/HRC/28/3/Add.3), 15 mars 2016, disponible sur:

http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/informe_anual_2015.pdf.

Organisations signataires:

Bureau International des Droits Humains - Action Colombie (OIDHACO)

ABColombia

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)

Atelier

Broederlijk Delen

Brot für die Welt

Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire)

Coordinación Colombia-Europa-Estados Unidos (CCEEU)

Christian Aid

Cooperació

Diakonia

Église Suédoise

Fokus

Forum Syd

Fundación Sueca para los Derechos Humanos

International Caravana of Jurists - Colombian Caravana UK Lawyers Group

Justicia por Colombia

kolko

Misereor

Mundubat

Operation 1325

Organización Mundial Contra la Tortura (OMCT)

Plataforma Suiza por Colombia

Réseau France Colombie Solidarités

Rete italiana di solidarietà Colombia vive!

Soldepaz Pachakuti

Solidarité Socialiste

SweFOR